

Mancur Olson

## Power and Prosperity

### Outgrowing Communist and Capitalist Dictatorships

Basic Books, New York,  
2000, xxvii + 233 pages,  
28 \$Can/42,50 \$ (toilé)

**L**E REGRETTÉ Mancur Olson a résumé le travail de sa vie dans cet ouvrage succinct mais remarquablement percutant. Il applique les observations tirées de ses travaux précédents au monde communiste en évanescence, à la transition du communisme au capitalisme et à la pauvreté des pays en développement.

Sa première observation est que les détenteurs du pouvoir ont indéniablement intérêt à ce que l'économie prospère. Par une métaphore bien choisie, il explique qu'un «voleur sédentaire» vaut mieux qu'un «bandit de grand chemin». Celui-ci dépouille entièrement ses victimes, tandis que le voleur sédentaire, ayant intérêt à ce qu'elles restent prospères, ne leur prend pas tout. De la même façon, une autocratie instable pillera davantage qu'une autocratie stable, car cette dernière opère à plus long terme et a donc un plus grand intérêt dans la prospérité future. Olson cite des travaux empiriques sur les pays en développement, qui semblent étayer l'hypothèse selon laquelle les autocraties qui perdurent obtiennent de meilleurs résultats que celles qui sont éphémères. Il consacre une part non négligeable de son livre à Joseph Staline, l'un des voleurs sédentaires les plus notoires de l'histoire. Staline

a fait main basse sur toute l'économie soviétique, mais a compensé la désincentivation à créer de la richesse future en chargeant l'État d'effectuer des investissements. Olson offre une analyse intéressante de l'efficacité brutale du système stalinien, qui alliait la terreur aux incitations à produire, et aide le lecteur à comprendre comment le communisme stalinien a pu durer aussi longtemps.

Mais, comme le dit Olson, même dans une autocratie stable, la prospérité n'est pas forcément assurée à long terme, car tous les autocrates meurent un jour ou l'autre, provoquant des crises de succession. Les autocrates ont aussi la mauvaise habitude de chercher à s'enrichir en s'attaquant à leurs voisins. Les démocraties ne se font presque jamais la guerre — comme on l'a souvent noté — et sont moins sujettes à exproprier les investisseurs ou à rompre les contrats. Mais, surtout, les démocraties où les gouvernements se succèdent dans la légalité et la stabilité établissent des fondements plus solides pour la prospérité future. Olson fait observer que pratiquement tous les pays les plus riches sont des démocraties dotées de systèmes de succession légaux et stables.

Olson s'appuie sur des travaux antérieurs sur la logique de l'action collective pour expliquer à la fois l'effondrement de l'Union soviétique et la difficile transition de ses États constituants à l'économie de marché. Son opinion désormais bien connue est que les économies planifiées ont souffert de la même «sclérose» que les pays industrialisés : les groupes d'intérêts se sont peu à peu organisés pour détourner à leur profit les ressources de l'économie productive. C'est ce qu'ont fait, par exemple, les cadres d'entreprises publiques de l'ex-URSS en collusion avec leurs supérieurs et d'autres cadres. La corruption a atteint une telle ampleur que le noyau de l'économie a fini par être vidé de ses ressources, provoquant l'implosion.

Que dit Olson de la difficile transition à l'économie de marché? Il

établit un contraste intéressant entre l'effondrement du fascisme (en Allemagne et au Japon après la deuxième guerre mondiale) et celui du communisme. Quand le fascisme a été vaincu, les alliés victorieux ont balayé les groupes d'intérêt collectif et imposé la démocratie constitutionnelle. En revanche, les groupes d'intérêt collectif constitués par les cadres des entreprises publiques n'ont pas disparu avec l'effondrement du communisme. Ces groupes ont soit ralenti la privatisation, soit gardé le contrôle des entreprises «privatisées» et continué à détourner les ressources productives à leur profit.

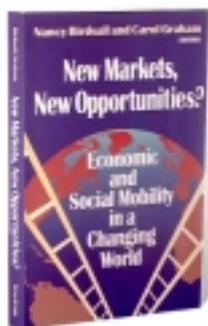
Le seul reproche que l'on puisse faire au livre d'Olson est que les idées qui y sont présentées sont quelque peu contradictoires. Des démocraties stables et établies de longue date ont un intérêt plus durable dans la prospérité future et sont donc favorables à la prospérité. Cependant, la stabilité à long terme conduit à la sclérose des groupes d'intérêts, ce qui nuit à la prospérité. Le lecteur reste dans le doute quant à l'avenir des démocraties stables du monde. Olson offre toutefois ce rayon d'espoir : à mesure que le public sera mieux informé, les groupes d'intérêts spéciaux perdront leur capacité à subvertir les intérêts de la société. S'il ne nous avait pas quittés prématurément, Mancur Olson aurait certainement répondu à cette question et à beaucoup d'autres que se posent ceux d'entre nous qui sont depuis si longtemps fascinés par son esprit d'analyse.

*William Easterly*

**Couverture :** Banque mondiale.

**Illustrations :** Michael Gibbs, table des matières et pages 2, 18 et 38; Massoud Etemadi, page 30.

**Photographies :** FMI (Unité Photographie), table des matières, photos des auteurs et des livres; British Petroleum Exploration Colombia (BPXC), page 46.



Nancy Birdsall et Carol Graham  
(directrices de publication)

**New Markets,  
New Opportunities?**  
**Economic and Social Mobility  
in a Changing World**

Brookings Institution Press  
Carnegie Endowment for  
International Peace, Washington,  
2000, x + 331 pages,  
24,95 \$ (broché)

**N**ANCY BIRDSALL et Carol Graham ont dirigé la publication de cet ouvrage sur l'économie d'opportunité — une analyse des systèmes économiques et politiques qui offrent à la population une plus grande mobilité sociale et, partant, un plus large accès aux débouchés, mais dans lesquels on peut aussi bien progresser que régresser. L'ouvrage examine le processus générateur des inégalités sociales, des opportunités et des comportements politiques ainsi que leurs interactions. La question est d'une complexité croissante, et les directrices de la publication présentent modestement leur livre comme une percée dans des contrées inexplorées.

Cet ouvrage dépasse pourtant les attentes à plus d'un titre. Premièrement, la représentation géographique est bien dosée, allant de l'Amérique latine aux nouvelles sociétés démocratiques postcommunistes d'Europe orientale, les États-Unis servant de référence. Deuxièmement, les divers chapitres — écrits par des économistes distingués — offrent des études de cas rigoureuses, des interprétations

novatrices et des incitations à de nouvelles recherches.

Le livre s'ouvre sur une discussion des grandes questions et thèmes associés à l'économie d'opportunité. Dans un chapitre écrit par Joseph Stiglitz, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale fait le procès de l'économie de bien-être classique, à laquelle il reproche d'être incompatible avec la justice sociale et l'aspiration justifiée à la mobilité sociale et à une plus grande égalité des chances. Mais il ne propose pas de solution de rechange.

Une autre partie est consacrée à l'analyse des observations actuelles sur l'économie d'opportunité et les schémas de mobilité en Amérique latine et en Europe orientale. L'une de ces observations est que l'éducation est à la fois facteur et produit de l'inégalité et des schémas de mobilité. En Amérique latine en particulier, on a observé que les dépenses publiques d'éducation renforcent la mobilité intergénérationnelle, bien qu'elles ne semblent pas avoir d'effet sur la distribution du revenu à court terme. Au Chili, la répartition du revenu demeure inégale en dépit des réformes axées sur le marché, bien que les revenus des travailleurs qualifiés aient augmenté de façon spectaculaire.

En Europe orientale, les jeunes, en particulier les plus instruits, sont les principaux bénéficiaires du passage de la planification centrale à un système axé sur le marché parce qu'ils savent s'adapter aux rapides transformations, saisissant les nouvelles opportunités et s'assurant de plus hauts revenus. Leur groupe est donc le plus susceptible d'être favorable aux réformes. Les «perdants» sont les travailleurs plus âgés, qui ne peuvent pas s'adapter à un système de concurrence plus intense, et les retraités, dont la pension ne peut augmenter au rythme de l'inflation.

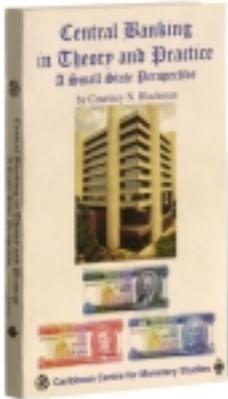
Sans appui social et politique, les réformes axées sur le marché ne peuvent pas durer. Pour que les réformes dans un pays ob-

tiennent le consensus nécessaire, elles doivent avoir le soutien de la population. Les responsables de la politique économique devraient examiner le rapport entre, d'une part, les opportunités créées par les réformes et la mobilité observée parmi les travailleurs indépendants et, d'autre part, le risque d'inégalité et d'insécurité.

Isabel Sawhill, de la Brookings Institution, examine l'économie des États-Unis, où la répartition du revenu a très peu changé au fil du temps et où les inégalités sont considérables. Elle note toutefois que la population semble s'en accommoder parce que les fortes inégalités s'accompagnent de vastes possibilités. La validité de cette affirmation n'a toutefois jamais été établie, et les faits tendent à indiquer qu'il n'y a pas davantage d'opportunités aux États-Unis que dans bien d'autres grands pays occidentaux. Plus les gens sont instruits, plus les possibilités qui s'offrent à eux sont nombreuses, bien qu'aux États-Unis, le milieu familial et les revenus entrent aussi en compte en influant sur la durée de la scolarité et l'accès à l'enseignement supérieur. Une éducation primaire et secondaire de qualité peut aussi accroître les chances.

Somme toute, cet ouvrage présente une excellente analyse de l'intérêt croissant pour la mobilité sociale et ouvre des perspectives de recherche plus approfondies. Les directrices de la publication ont bien su établir la distinction entre l'économie d'opportunité et la politique de la perception, et présenter les pays où la mobilité sociale n'est que partielle ou commence à se développer. Cet ouvrage comble un vide dans la littérature économique et devrait intéresser les économistes, sociologues et responsables de l'action publique. En même temps, l'expérience des pays en transition et de leurs nouvelles économies de marché pourrait offrir un terrain fertile à la poursuite de ces études.

*Bruno S. Sergi*



Courtney N. Blackman

**Central Banking in  
Theory and Practice  
A Small State Perspective**

Caribbean Center for Monetary  
Studies, Saint-Augustine,  
Trinité-et-Tobago, 1998,  
xx + 303 pages, 25 \$ (broché)

CE RECUEIL de quinze essais porte clairement l’empreinte d’un banquier central chevronné : Courtney N. Blackman a en effet dirigé la Banque centrale de la Barbade trois mandats durant, en tant que Gouverneur fondateur. Les banques centrales ont été conçues comme des institutions apolitiques — elles se distinguent par leur autonomie de fonctionnement, leur personnel hautement instruit et une tradition d’excellence et d’intégrité dans laquelle s’inscrivent des relations cordiales mais franches avec les organes politiques du gouvernement, et elles jouent un rôle dans l’éducation du public sur les questions économiques.

L’auteur fait ressortir la situation de marché imparfait qui préside au fonctionnement des banques centrales des petites économies, avec des marchés monétaires et financiers étroits, contrôlés dans une large mesure par un petit nombre de participants. Aussi le pouvoir de persuasion joue-t-il un rôle important dans les relations entre la banque centrale et les institutions financières, et la banque centrale est-elle fondée à intervenir directement dans la conduite de la politique monétaire et de taux de change au moyen d’instruments tels que les coefficients de réserve, les taux d’intérêt planchers et les restrictions de change.

Le lecteur constatera l’aversion marquée de Blackman pour la dévaluation des monnaies — que les institutions financières internationales ont recommandée à différentes reprises, en conjonction avec des ajustements budgétaires, pour un certain nombre d’économies des Caraïbes — et sa préférence pour les parités fixes (par rapport au dollar E.U.). L’auteur pense que l’instabilité du taux de change qui caractérise les petites économies ouvertes se répercute rapidement et dans une large mesure sur les prix intérieurs, sapant la confiance du public dans la monnaie et la crédibilité de la banque centrale.

Dans tous ses essais, il souligne l’importance d’une politique budgétaire prudente, de la modération des salaires et de la limitation du pouvoir de création monétaire par la banque centrale. L’histoire économique des Caraïbes offre maints exemples de cas dans lesquels cette approche n’a pas été suivie — l’expansion budgétaire au Guyana et à la Jamaïque au milieu des années 70, des épisodes de tensions

budgétaires à la Barbade pendant les années 80 (par exemple l’augmentation des dépenses publiques avant les élections en 1981 et la forte réduction des impôts en 1986) et l’effondrement de la chambre de compensation multilatérale du CARICOM (Marché commun des Caraïbes) dû à l’endettement excessif du Guyana, dont les graves déséquilibres extérieurs étaient liés à des dépenses publiques ambitieuses.

De l’avis de Blackman, les banques centrales des Caraïbes doivent considérer non seulement les particularités des petits pays en développement — notamment leurs besoins de développement et l’étroitesse des marchés financiers —, mais aussi l’environnement général dans lequel les autorités de la banque centrale sont perçues comme une partie intégrante de la scène politique. En pratique, les banques centrales de la région des Caraïbes ne jouissent pas toutes du même degré d’autonomie, la Banque centrale des Caraïbes orientales (BCCO) étant peut-être la plus indépendante avec son système assimilé à une caisse d’émission. Dans ce contexte, en dehors de certaines autres réformes des banques centrales (comme un allongement du mandat des administrateurs ayant pour effet de les rendre responsables devant le parlement au lieu du ministère des finances, et le plafonnement légal des financements qu’elles peuvent consentir à l’État), Blackman est favorable à la création d’une union monétaire des Caraïbes dotée d’une monnaie commune et permettant la libre circulation des capitaux. La gestion de la politique monétaire de cette union incomberait à un système de réserve fédéral alimenté par des réserves communes — version élargie de la BCCO. L’équilibre des pouvoirs résultant de la participation de plusieurs gouvernements au processus de décision et la nécessité de parvenir à un consensus garantiraient, selon Blackman, un usage avisé et modéré du pouvoir de création monétaire.

Cet ouvrage offre dans son ensemble une perspective intéressante sur les pratiques des petites économies en développement et explore, de leur point de vue, un certain nombre d’arguments qui incitent à la réflexion. Il convient toutefois de noter que les banques centrales de la région des Caraïbes ont beaucoup changé depuis que ces essais ont été écrits. Elles ont progressivement réduit, et dans certains cas éliminé, le recours aux instruments directs de politique monétaire, tels que les réserves obligatoires, la réglementation des taux d’intérêt et du crédit et les restrictions de change, tandis que leurs marchés monétaires intérieurs ou régionaux se développent, qu’elles font plus grand usage des instruments indirects et qu’elles s’intègrent aux marchés internationaux de capitaux. De même, le renforcement des cadres de réglementation et de contrôle du secteur financier — en particulier dans le sillage des difficultés de la première moitié des années 90 — a rendu les banques centrales de la région beaucoup plus indépendantes dans la conduite de leur politique monétaire. Mais, sur un point crucial, les conseils de Blackman restent particulièrement pertinents : il est important que la politique monétaire soit appuyée de manière appropriée par la politique budgétaire.

*Simon Cueva et Samuel Itam*



Jacques Bendelac

## L'économie palestinienne

### De la dépendance à l'autonomie

L'Harmattan, Paris, 1999, 157 pages,  
90 FF (broché)

UN CERTAIN NOMBRE de publications récentes sur l'économie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, dont certaines émanent d'organisations internationales et d'instituts de recherche quasi publics, ont eu tendance à glisser sur d'importantes questions économiques liées aux accords de paix entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et Israël, peut-être par excès d'égards aux sensibilités politiques en jeu. En conséquence, les analyses récentes de questions épineuses, telles que les répercussions économiques de l'occupation israélienne ou de la corruption dans le gouvernement palestinien, ont été laissées aux journalistes et manquent souvent de rigueur. Cet ouvrage est l'une des rares exceptions notables. Il présente une analyse à la fois franche et pondérée qui porte un regard neuf sur l'évolution de l'économie palestinienne depuis ses débuts.

Dans la première partie, l'auteur examine les facteurs qui ont limité le développement de l'économie palestinienne pendant l'occupation israélienne et qui ont peu à peu faussé le profil des échanges, détourné l'investissement privé des secteurs générateurs de croissance et affaibli l'agriculture et l'industrie. L'inégalité des conditions des échanges entre Israël et la Cisjordanie et Gaza a constitué un important obstacle à la croissance. Contrairement aux exportations d'Israël vers les territoires occupés, les exportations palestiniennes

de produits agricoles et industriels vers Israël ont été rigoureusement restreintes. L'activité privée a aussi été entravée par l'opacité du cadre légal et réglementaire, par des investissements publics inadéquats dans les infrastructures et par l'absence virtuelle de système bancaire jusqu'au début des années 80. En conséquence, la croissance en Cisjordanie et à Gaza a dépendu en grande partie des revenus des travailleurs palestiniens employés en Israël (principalement à des postes à faible niveau de qualification), le développement de l'agriculture et de l'industrie modernes a été bloqué, et l'investissement privé a été concentré dans la construction de logements.

L'auteur examine ensuite les opportunités économiques offertes par les accords de paix, en particulier la stratégie de commerce et de développement envisagée dans le Protocole de 1994 sur les relations économiques. Cette stratégie offrait la possibilité d'élargir et de réorienter la base productive de la Cisjordanie et de Gaza vers les exportations agricoles et industrielles et de rendre la région graduellement moins tributaire des exportations de main-d'œuvre. On comptait sur l'amélioration des conditions des échanges pour stimuler l'investissement privé et fournir sur place des débouchés lucratifs à un stock d'épargne considérable auparavant déposé à l'étranger.

Dans le reste de son ouvrage, Bendelac examine les performances décevantes de l'économie palestinienne à la suite des accords de paix, qu'il attribue en grande partie à la fermeture récurrente des frontières et, dans une moindre mesure, à l'ingérence du gouvernement dans les activités privées. En même temps, il fait ressortir certaines améliorations apportées par l'Autorité palestinienne à la transparence des finances publiques depuis 1996, qu'il porte en partie au crédit des pressions exercées et des concours fournis par les donateurs et le FMI.

Il aurait été bon que l'auteur conclue par un chapitre de recommandations secouant le carcan du Protocole de 1994. Bendelac aurait pu adopter une approche plus critique du régime commercial envisagé par le Protocole, d'au-

tant plus qu'il n'a pas remédié aux importants obstacles qui entravaient le commerce extérieur. Ceux-ci comprennent notamment la souplesse limitée qu'ont les Palestiniens de déterminer leur politique d'importation et la structure du tarif douanier, ainsi que leur manque de contrôle des frontières et de moyens d'accès aux marchés extérieurs, y compris aux ports maritimes et aéroports. Les autres questions négligées comprennent l'établissement de droits équitables d'accès à l'eau et d'un système de règlement équitable de la propriété des terres, ainsi que l'impact sur la croissance de la productivité du retour de la diaspora palestinienne hautement qualifiée.

Globalement, la présentation que donne Bendelac des principaux obstacles au développement de l'économie est claire, persuasive et objective. Il fait la part des responsabilités entre les autorités israéliennes et palestiniennes pour les mauvaises performances économiques. Le plus gros des responsabilités est attribué aux premières, en considération des dégâts causés par trois décennies d'occupation et par la fermeture intermittente des frontières, tandis que les secondes, bien que leurs performances portent sur une période relativement brève (six ans à peine), sont critiquées pour leur manque de discipline budgétaire et leur mauvaise gouvernance. Malgré quelques lacunes en ce qui concerne l'action à venir — on aurait aimé une présentation plus exhaustive et neuve des questions économiques débattues dans les négociations relatives au statut permanent —, le livre de Bendelac apporte à point nommé une contribution importante au débat de longue date sur l'avenir de l'économie palestinienne.

Oussama Kanaan

Annual Report • Annual Meetings • Article IV Consultations • Articles of Agreement • Assistance Requests • Balance of Payments • Banknotes • By-Laws, Rules and Regulations • Calendar of Events • Communiqués • Conditionality • Commodity Prices • Country Assistance • Country Information • DSBB • Data Standards • Debt Relief • Directory of Economic Organizations • Employment

**Pour en savoir plus sur le FMI :**

**www.imf.org**